Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion du 23 avril 2008 de MM. Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Vincent Maitre, M^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une équitable répartition de la manne fiscale entre communes liées à la future réalisation du projet d'aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV)».

Rapport de M^{me} Salika Wenger.

La motion M-793 a été renvoyée en commission des finances le 26 novembre 2008. La commission s'est réunie les 6 et 27 janvier 2009, sous la présidence de M. Zaugg, pour étudier la motion M-793. Les notes de séances ont été prises par M^{me} Paulina Castillo.

Rappel de la motion

Considérant:

- que le système actuel de péréquation financière du canton de Genève a pour effet que les entreprises paient leurs impôts sur la commune de domicile du siège et que leurs salarié-e-s paient une partie de leurs impôts également dans la commune de leur entreprise, il en résulte une inégalité de rentrées fiscales entre les communes;
- l'exemple récent des conséquences fiscales pour la Ville de Genève du changement de commune de domicile d'une grande entreprise ayant jusque-là son siège dans notre commune;
- le grand projet relatif à un nouvel aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV) qui prévoit, notamment, la construction de nombreux bâtiments permettant, au stade actuel de l'étude, l'installation d'entreprises avec environ 20 000 emplois et la construction de logements pour environ 6000 à 10 000 habitants,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de négocier une répartition de l'attribution des réalisations de façon que la Ville de Genève ne reçoive pas que la partie congrue des recettes;
- le cas échéant, de proposer une formule inédite de répartition équilibrée par une adaptation de la loi, cela en collaboration avec l'Etat et les communes concernées.

Séance du 6 janvier 2009

Audition de MM. Alain de Kalbermatten et Robert Pattaroni, motionnaires

M. de Kalbermatten dit que le Conseil d'Etat a renvoyé une résolution, ayant trait au projet d'aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV), au Grand Conseil qui la présentera au Conseil administratif ces prochains jours. Il est très important que les conseillers municipaux puissent, eux-aussi, se saisir de ce sujet assez rapidement, pour pouvoir travailler parallèlement au Conseil administratif et atteindre la plus grande transparence possible. Cela serait au bénéfice des citoyens de la Ville de Genève. C'est un sujet qui sera très passionnel et qui va intéresser la population genevoise. Le Conseil municipal ne peut pas rester en rade sur ce sujet s'il veut rester crédible. L'idée de cette motion est de trouver une clé de répartition la plus juste possible pour les citoyens de la Ville de Genève. Il y a trois communes impliquées: la Ville de Genève, Carouge et Lancy. On ne peut pas se permettre d'avoir des logements sociaux et l'infrastructure publique sur le seul territoire de la Ville. Il est du devoir des conseillers municipaux, de défendre les intérêts des citoyens de la Ville de Genève, et de sauvegarder ainsi la manne fiscale. Si des locaux administratifs venaient à se construire à Carouge ou à Lancy, le centre urbain serait déplacé vers la Praille. Il s'agit de trouver une entente entre ces trois communes pour ensuite pouvoir traiter avec l'Etat. Il rappelle qu'ils ont déjà eu un grand désappointement par le passé, lorsqu'une banque célèbre a déménagé dans une autre commune. On a évalué cela à une perte fiscale d'environ 12 millions de francs. Sommes-nous capables aujourd'hui de supporter un tel manque à gagner?

Il se trouve que la Ville a un rôle historique majeur à défendre en préservant sa manne fiscale. La Ville reste le cœur de ce canton et elle a en charge énormément de choses, notamment dans le domaine de la culture. Cette motion est l'occasion, pour cette commission, d'essayer de trouver le moyen le plus idoine pour préserver cette manne fiscale et de demander au Conseil administratif quelle est sa stratégie économique pour préserver les emplois et la manne fiscale de la Ville de Genève.

M. Pattaroni ajoute qu'il est important que cet aménagement soit totalement réussi sous l'angle du logement, de l'emploi et aussi sous l'angle des équipements qui doivent permettre qu'il y ait une ambiance de travail et de vie positive. Genève est un trop petit canton pour pouvoir considérer que les intérêts d'une commune doivent être sacrifiés par rapport à d'autres. Le déménagement d'une banque de Genève à Carouge, à l'époque, avait mis en évidence des conséquences financières extrêmement graves pour notre Ville. Ce système de péréquation est largement dépassé et profondément injuste. Cela permet que certaines communes puissent avoir un minimum d'équipement et un maximum de bien-être. Il y a toute une série d'équipements publics dont elles jouissent sans contrepartie. C'est un problème de fond que l'on doit creuser à partir de cette motion.

Le Parti démocrate-chrétien avait soutenu la motion des Verts concernant le même projet: la motion M-771: «Praille-Acacias-Vernets: à quand notre tour?» La motion et ses considérants avaient été laissés de côté pour être repris uniquement au niveau des invites par le Conseil municipal. Elle invitait le Conseil administratif à informer le Conseil municipal sur la stratégie d'aménagement retenue et sur les mesures déjà prises, à le renseigner sur les compétences dont dispose le Conseil administratif dans ce projet, ainsi que sur les implications du projet pour la Ville de Genève, notamment en matière d'équipements publics et de mobilité, à veiller dans la mesure de ses compétences à appliquer les critères de développement durable dans la réalisation de ce projet, ainsi qu'à maintenir les institutions culturelles existantes dans le secteur (la Parfumerie et le Théâtre du Loup). C'est une motion de référence. Qui oserait dire aujourd'hui que le développement durable n'est pas la seule possibilité d'avenir? On en parle de plus en plus en ce moment, en raison de la crise. Dans le même temps, on doit faire attention par rapport aux équipements culturels. Demain, ceux qui gèrent le projet pourraient très bien démontrer qu'il est tout à fait souhaitable de prolonger les équipements culturels par l'installation de nouveaux équipements sportifs ou culturels et que c'est plutôt du côté de Lancy ou de Carouge qu'on aurait des emplois ou des logements. Mais il ne faudrait pas pour autant que le système actuel de répartition des finances conduise à ce qu'une commune doive investir au profit de tous, et qu'elle ne reçoive pas la contrepartie de recettes supplémentaires.

Par rapport au projet initial, avec 20 000 emplois et 5000 à 10 000 logements, il n'est plus d'actualité. Le Parti démocrate-chrétien ne s'étendra pas là-dessus. Il croit important de saisir cette occasion. Il serait hautement souhaitable d'entendre le magistrat M. Pagani, car il y a eu une rencontre concernant le PAV entre les communes et les diverses autorités concernées où le magistrat a pris la parole pour dire que les trois communes tenaient absolument à maintenir les espaces publics. Il faudrait également entendre les personnes en charge du projet au niveau de l'Etat, ainsi que l'Association des communes genevoises (ACG). Ce projet doit être étudié par les conseillers municipaux pour mieux apprécier ce qu'il en est et ce qu'il en sera demain.

Questions

Un commissaire remercie les motionnaires d'avoir montré le lien qu'il y a entre les choix d'aménagement et les conséquences fiscales sur les trois communes (Genève, Carouge et Lancy). Il a cependant quelques incompréhensions.

Dans le premier considérant de cette motion, il comprend que le reproche est que, aujourd'hui, il y a des communes qui ont plus d'emplois que d'habitants (Ville de Genève, Plan-les-Ouates et Meyrin) et 42 autres qui ont plus d'habitants que d'emplois. Or, on sait que la péréquation profite à ces trois communes et principalement à la Ville de Genève. Il a l'impression que cette motion demande à

accentuer les inégalités qui frappent les communes suburbaines à qui on reproche régulièrement de ne pas mettre la main au portefeuille. Si on leur enlève ce projet, on augmente cette dépendance.

M. Pattaroni relève qu'il y a des communes, comme Coligny ou Collonge-Bellerive, qui ont des recettes confortables et n'ont pas besoin de revoir leur fiscalité à la hausse. On arrive à des taux d'imposition de l'ordre de 30 centimes. La Ville de Genève vient de voter unanimement pour ne pas diminuer le centime additionnel. On reste à 45,5. Les communes de Lancy et de Carouge sont en-dessous. La Ville paie un nombre important d'infrastructures dans tous les domaines. Cela montre bien qu'il y a, actuellement, une certaine inégalité. Il avait demandé une estimation de ce que la Ville payait par rapport aux autres communes en termes d'équipements. On arrivait au montant de 8 millions de francs, ce qui signifie que la Ville dépensait bien plus qu'elle ne recevait. Aujourd'hui, on peut imaginer que cela a sensiblement augmenté.

M. de Kalbermatten précise que, avec cette motion, ils ne veulent pas augmenter la fracture, mais travailler sur le sujet pour savoir où on va et quelles sont les conséquences.

Un commissaire propose, à ce moment-là, d'amender la partie de leur motion qui invite le Conseil administratif à négocier une répartition de l'attribution des réalisations de façon à ce que la Ville de Genève ne reçoive pas que la partie congrue des recettes. Ce n'est pas ce qu'ils demandent?

M. Pattaroni explique qu'ils vont prendre connaissance de la nouvelle version de la péréquation. Mais, si on devait procéder selon le système actuel, on devrait aménager des installations et ne bénéficier d'aucune recette découlant de cet aménagement. Alors que les deux autres communes, disposant de nouveaux emplois et de nouveaux logements, engrangeraient des recettes supplémentaires. On peut imaginer que l'aménagement coûterait plus cher à la Ville de Genève qu'aux autres communes, puisqu'elles bénéficieraient de promoteurs privés. Donc, il est important de faire en sorte, si le projet défavorise la Ville en termes de recettes, de les répartir de manière plus juste. C'est un exemple concret de l'inégalité entre les communes genevoises en termes de charge fiscale.

Un commissaire ne comprend pas où ils veulent en venir avec cette motion qui demande une formule inédite de répartition équilibrée. Il rappelle que la péréquation financière intercommunale a été mise en place par M. Babel, conseiller d'Etat du Parti démocrate-chrétien, et que l'aménagement de ce quartier a été mis en place par M. Rufieux, conseiller d'Etat du Parti démocrate-chrétien, avec lequel il a lui-même collaboré. En fait, les motionnaires demandent que la nouvelle péréquation financière intercommunale soit revue. Pour cela, il faut que les 45 communes soit d'accord. De plus, il fait observer que cette motion a été renvoyée sept mois après avoir été déposée. Durant ce délai, il s'est passé pas mal de

choses. Il n'a pas encore compris où ils veulent en venir. Si on ne construit que des logements et pas de places de travail, la Ville devra construire des écoles et d'autres équipements. Si on ne construit que des places de travail, où habiteront ces personnes? Le problème est largement au-delà de ce qui est pointé par cette motion. Les motionnaires critiquent la nouvelle péréquation qui est favorable à la Ville de Genève et qui comporte des pondérations. Il répète qu'il ne voit pas où ils veulent en venir.

M. Pattaroni, de par son activité antérieure d'économiste à l'Etat, a suivi toutes ces questions du point de vue des chiffres. Il a fait des calculs qui montrent ces inégalités. Il pense qu'avant de dire que ce ne serait pas possible, il faudrait avoir étudié le passé des dossiers, comme il a eu l'avantage de le faire professionnellement. Deuxièmement, il pense que certaines communes sont passives mais d'autres beaucoup plus actives (cf. Vernier dans le dossier IKEA). Il est important que les communes ne reçoivent pas simplement les propositions des projets cantonaux, mais qu'elles en discutent en explicitant les projets et les conséquences possibles.

Le Parti démocrate-chrétien a des magistrats dans pratiquement toutes les communes importantes, donc ils savent de quoi ils parlent. Si un parti estime qu'il faut avoir une attitude passive, attendre et critiquer les projets, c'est une façon de voir la politique, mais ce n'est pas celle du Parti démocrate-chrétien. Il remercie le préopinant d'avoir cité MM. Babel et Rufieux, dont il a été le collaborateur. Même si, à l'époque, ce qui a été construit semblait être la meilleure solution, cela peut avoir évolué aujourd'hui. Les motionnaires essaient de faire un peu d'anticipation. Tout ce que dit la motion, c'est de ne pas oublier, au moment où le projet sera mûr, de mesurer les conséquences sous différents angles et notamment sous l'angle financier. Il est important que les partis, qui veulent contribuer au développement harmonieux sous l'optique du développement durable de Genève, participent à la discussion.

Le Parti démocrate-chrétien considère que cette modeste motion est une contribution à la discussion démocratique. D'une certaine manière, il appuie le Conseil administratif pour qu'il puisse dire, lors de discussions avec d'autres partenaires, que le Conseil municipal les presse de mesurer en profondeur les conséquences du projet. Finalement, il rappelle que le projet du PAV n'est pas encore au point et que c'est à temps que cette motion est déposée pour qu'on n'oublie pas, le moment venu, de prendre en compte ces éléments. C'est mieux d'anticiper que de corriger dix ans après les conséquences d'un aménagement dont on n'a pas mesuré toutes les implications.

M. de Kalbermatten dit qu'il faut se saisir de cette occasion de travailler, pour une fois, de manière constructive et non réactive. Concernant la formule inédite, on peut très bien imaginer de constituer une sorte de consortium de communes, et de travailler ensemble pour la construction de ce nouveau centre.

M. Pattaroni dit que ce n'est pas parce que cela n'a jamais existé que cela ne peut pas exister.

Un commissaire dit que c'est une bonne idée que le Conseil municipal puisse se saisir du projet du PAV, mais qu'il est regrettable que cela se fasse sous l'angle de la manne fiscale. C'est un peu réducteur. Les radicaux ont une vision un peu plus large que les seuls intérêts de la Ville de Genève. Par ailleurs, il y a beaucoup d'imprécisions qui ont été dites de part et d'autre sur la péréquation et il souhaite vivement que des spécialistes viennent présenter le projet de loi PL 10412 sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale qui a été présenté au Grand Conseil. Cette motion arrive peut-être trop tardivement car, si le Conseil administratif l'avait eue plus tôt, peut-être qu'il aurait pu mieux défendre les intérêts de la Ville.

M. Pattaroni répond qu'ils sont toujours très attentifs aux informations que le commissaire apporte concernant le Canton, car elles sont très utiles. Mais, la Ville doit toujours se comporter un peu plus modestement que d'aucuns le souhaitent, car elle est souvent perçue comme impérialiste par les autres communes. Si les motionnaires avaient fait un long développement, il n'est pas sûr que les autres partenaires auraient bien reçu cette manière de faire. Il faut savoir entrouvrir la porte pour pouvoir ensuite approfondir la question. Cette motion est perfectible au fur et à mesure des différentes auditions que la commission des finances aura faites.

M. de Kalbermatten précise que l'angle d'attaque fiscal, que le commissaire regrette, constitue le nerf de la guerre pour les communes. C'est ce qui permet à la Ville de construire une Nouvelle Comédie, des écoquartiers, etc. Cet angle est très pertinent. Comme c'est un travail qui s'annonce colossal, il suggère à la commission des finances de créer une commission ad hoc sur le PAV.

Le commissaire réagit aux propos de M. Pattaroni. Son souci est que le projet de loi est un compromis entre les 45 communes qui l'ont accepté de manière unanime. Avec cette motion, on risque de donner l'impression que la Ville de Genève remet en cause cet équilibre fragile.

M. Pattaroni répond que c'est une façon de voir les choses. Cette nouvelle péréquation n'est pas idéale. Le système proposé est imparfait. Demain, si l'on admet que le meilleur projet prévoit de créer 18 000 emplois sur Lancy, 22 000 logements sur Carouge, quelle que soit la péréquation ce sera grâce aux terrains publics de la Ville de Genève qu'on pourra faire vivre ce quartier (équipements publics) et trouver une formule de compensation. Aujourd'hui, les syndicats de communes existent dans d'autres pays. On peut très bien faire en sorte que les équipements publics qui seraient surtout voués aux trois communes concernées, soient pris en charge par la Ville (cf. La Praille, le stade de Genève, le Grand Théâtre). On a déjà fait un pas dans ce sens.

Une commissaire dit que la résolution sur le PAV n'a pas encore été adoptée et qu'il y a des partis, dont le Parti socialiste, qui proposeront des amendements.

Deuxièmement, lorsque M. Pagani est intervenu au nom des trois communes, il a soulevé l'importance des espaces publics, et réaffirmé sa volonté de faire du logement social et de soutenir les activités industrielles et artisanales pour éviter qu'elles soient délocalisées. C'est un projet qui est porté au niveau cantonal. Avant de décider quel type de péréquation convient, il faut d'abord se prononcer au niveau politique sur le projet lui-même. Son parti dit qu'on ne va pas créer 20 000 emplois sans équilibrer avec le nombre de logements. Les organisations syndicales ont fait valoir le principe de un emploi-un logement, en disant qu'il ne devait plus y avoir de déséquilibre important. Par ailleurs, elle ne pense pas qu'on puisse dire qu'on met les activités et emplois d'un côté, et les espaces publics de l'autre. Ce n'est pas comme ça qu'on fait de l'urbanisme. Si on veut agir en amont, le premier levier d'action est de se prononcer sur le projet d'aménagement lui-même. Le levier fiscal est le second. Quoi qu'on en dise, il y a plein d'endroits où on pourrait expérimenter de nouveaux types de collaboration entre les communes (cf. Communaux d'Ambilly-fond unique). Elle ajoute qu'avec la crise financière, il faut rester prudent. Ce projet ne verra probablement pas le jour avant quinze à vingt ans. De plus, il y a des entreprises qui ont des droits de superficie qui courent pour plus de vingt ans. Elle préférerait donc les entendre sur le projet lui-même. Le plan directeur communal traite de cette problématique pour la partie située en ville de Genève. Ce plan est étudié par la commission de l'aménagement et de l'environnement et elle ne voit donc pas la nécessité de créer une commission ad hoc.

M. Pattaroni rappelle que cette motion a été renvoyée en commission des finances car l'angle d'attaque est financier, mais il espère que la commission de l'aménagement et de l'environnement, qui doit jeter un regard sur l'ensemble de la ville, va également se pencher sur le projet du PAV et donner son point de vue en sachant que ce projet n'est déjà plus ce qu'il était au début. Jusqu'à présent, les crises ont toujours eu une fin et il est même possible que la Suisse, et Genève en particulier, ne connaissent pas une intensité aussi grande que d'autres pays.

Un commissaire dit que les motionnaires ont proposé, comme solution originale, un concordat intercommunal, comme il en existe un certain nombre et qui sont toujours des répartitions de charges. Par ailleurs, si on admet que le projet du PAV va créer 20 000 emplois pour les dix ans qui suivront, cela signifie implicitement que les autres communes n'auront pas de création d'emplois. Est-ce que les motionnaires trouvent équitable que cet Eldorado fiscal qu'on nous promet se répartisse exclusivement dans le cadre de ces concordats entre ces trois communes?

M. Pattaroni juge la question intéressante. Peut-être qu'un jour on arrivera à la conclusion que le système laissant aux communes dans un canton grand comme

un mouchoir de poche une autonomie fiscale, n'a pas de sens. A ce moment-là, on pourra penser tous les projets en termes d'intérêts cantonaux, ce qui fera diminuer une certaine tension en ce qui concerne la concurrence entre les communes. Par rapport aux endroits où l'on construit, on a beau vouloir faire un aménagement équilibré, on n'empêche pas que les entreprises trouvent que c'est mieux de s'installer au bord du Léman que sur les hauts plateaux du Jura. A Genève, il est plus facile de s'installer au centre-ville, mais si on offre un endroit attractif et accessible au niveau de la mobilité, elles viendront.

Un commissaire demande s'il est égal que Genève, Carouge et Lancy accaparent tous les emplois des vingt prochaines années.

M. Pattaroni dit que cela est normal au regard de la philosophie d'aménagement qu'on a et qui ne peut être contrariée que par un volontarisme qui n'a pas actuellement une majorité dans notre canton. Ce n'est pas une majorité de l'Entente qui a ce volontarisme.

Un commissaire revient sur les propos de M. de Kalbermatten. Selon lui, le rôle d'un conseiller municipal de la Ville de Genève ne se réduit pas à protéger la manne fiscale des électeurs, mais à défendre un programme sur lequel il a été élu.

M. de Kalbermatten n'a pas parlé de manne, mais d'intérêts des citoyens.

Un commissaire voudrait savoir comment, le cas échéant, le Conseil administratif proposera une formule inédite de répartition équilibrée par une adaptation de la loi? Il aimerait avoir une réponse à cette question qu'il a déjà posée en séance plénière.

M. Pattaroni répond que la motion dit qu'il va y avoir un plan qui va permettre une répartition aussi judicieuse que possible. Compte tenu du système de péréquation fiscale, on va pouvoir apprécier les conséquences financières. A ce moment-là, on constatera que c'est plutôt bien équilibré ou, le cas échéant, on pourra envisager une formule qu'on n'a jamais utilisée jusqu'à présent. A l'époque, le système des HLM était considéré comme une bonne formule, vingt ans après, il faut le revoir, il faut l'adapter.

Un commissaire estime que le système des HLM est une excellente chose, mais les gens n'ont pas appréhendé la sortie du système. La subvention à la pierre est une excellente formule.

Le président relève qu'il n'y a plus d'inscrit. Il a entendu différentes propositions d'audition qu'il va mettre aux voix.

Un commissaire dit qu'il a un souci avec le mode de faire. Il lui semble qu'il doit d'abord y avoir une discussion générale pour ensuite faire des propositions d'auditions.

Votes

Le président met aux voix l'audition de M. Pagani qui est refusée par 9 non (1 UDC, 2 L, 1 R, 3 S, 2 Ve) contre 5 oui (2 AGT, 1 UDC, 2 DC).

Le président met aux voix l'audition du magistrat PDC de la commune de Lancy qui est refusée par 11 non (2 AGT, 3 S, 2 DC, 1 R, 2 L, 1 UDC) contre 2 oui (1 Ve, 1 UDC) et 1 abstention (Ve).

Séance du 27 janvier 2009

Discussion

Le président ouvre la discussion avant de procéder au vote.

M. Pattaroni tient à souligner que cette motion se situe dans le prolongement d'une motion verte (M-771) déjà votée en séance plénière et qui parlait de développement durable. Il y a un amendement prévu en ce sens:

Première invite

En complément de la motion M-771 adoptée par le Conseil municipal du 28 avril 2008 et intitulée «Praille-Acacias-Vernets: à quand notre tour?»

Il rappelle également que cette motion a été mise en route bien avant les travaux sur la nouvelle péréquation. Par conséquent, il propose de supprimer une partie de la deuxième invite qui deviendrait proposer une formule inédite de répartition équilibrée en collaboration avec l'Etat et les communes concernées.

Finalement, il fait état d'images portant sur ce projet du PAV, où on peut voir une concentration des activités. Si cela se réalise, il y aura un déséquilibre. La loi est la loi, mais on peut toujours rendre attentifs les partenaires et innover en tentant de trouver une solution qui permette un partage équitable.

Un commissaire dit que cette motion avait peut-être du sens au moment où elle a été déposée, mais elle n'est plus d'actualité. La première invite était de faire un plan qui tienne compte des limites communales. Cela gêne les Verts, en ce sens qu'on va recréer un bout de ville et on sait les problèmes d'urbanisme que cela engendre. Réduire cette réflexion à des limites communales ne semble pas être la vision la plus pertinente. Concernant le deuxième alinéa, il fait l'observation suivante: on a pu constater que la Ville était plutôt une commune privilégiée par les recettes fiscales, ce qui n'est pas le cas de Lancy qui fait partie de ces communes qui ont fortement contribué à la construction de logements depuis cinquante ans, tout en souffrant d'un déficit de recettes fiscales. Le projet du PAV leur permettrait de se rattraper un peu et le commissaire trouverait malvenu de les en empê-

cher. Le principe de solidarité doit primer par rapport à la seule défense des intérêts de la Ville de Genève. Les Verts refuseront cette motion.

Un commissaire dit que le Parti libéral salue l'initiative du Parti démocrate-chrétien qui s'est engagé dans l'aventure de la discussion de la nouvelle péréquation financière en étant dans l'ignorance que des discussions en la matière étaient menées dans le plus haut degré de confidentialité et arrivaient à bout touchant. Le problème est que toute discussion remet en cause l'intégralité du nouveau système de péréquation, et ce n'est pas là la fonction du Conseil municipal, ce d'autant plus que le nouveau système tient compte assez largement du statut spécifique de la Ville. Ce débat interviendra au Grand Conseil. Cela étant, le groupe libéral tient à soutenir toute démarche visant à une meilleure fiscalité. Il ajoute que la première question que cette motion soulève, est celle de la part des recettes qui appartient aux uns et aux autres. La réponse qui est donnée par cette motion, n'est pas la réponse libérale. Il faudrait avoir une politique qui mette en œuvre des instruments qui sont favorables à l'économie, à l'installation d'entreprises et non qui les fassent fuir. Il rappelle que Vacheron Constantin, qui était un fleuron de la fiscalité municipale, a été chassé de la Ville par une majorité de bric et de broc. Le groupe libéral est conscient de la nécessité des recettes et propose une politique d'intégration de ce principe, plutôt que de lutter pour que d'autres communes donnent à la Ville une partie de leurs recettes. Les libéraux n'entreront pas en matière sur cette motion.

Une commissaire dit que le Parti socialiste souhaite que ce périmètre soit développé sous l'angle de l'agglomération. Si cela s'avère nécessaire, il y aura toujours lieu de discuter ultérieurement de l'équilibre de la planification. Pour l'instant, il s'agit de mettre l'accent sur le développement durable au sein d'un périmètre élargi. Les socialistes ne soutiendront pas cette motion.

Un commissaire dit que le Parti radical souhaite aborder le projet du PAV de la manière la plus rationnelle qui soit et le critère de la répartition de la manne fiscale n'est pas le plus important. Le critère géologique, par exemple, apparaît comme beaucoup plus important. De plus, si d'aventure cette motion était votée, elle n'aurait aucune chance de passer plus loin. Le Conseil administratif n'acceptera jamais de mettre en péril le projet de loi qui est au Grand Conseil en ce moment, et qui est le fruit d'un compromis fragile entre les 45 communes et l'Etat.

Le président dit que, pour A gauche toute, il s'agit d'un concept global. C'est un plan d'aménagement qui doit être entendu dans le sens de la grande Genève de demain. On ne va pas s'amuser à faire des subdivisions dans le territoire. De plus, on se voit mal remettre en cause la nouvelle péréquation financière, d'autant que rien n'interdit de penser que, dans ce périmètre, on puisse construire du logement sur le terrain de la Ville de Genève.

Un commissaire dit qu'il trouve un seul mérite à cette motion, c'est le troisième considérant. Considérant le grand projet relatif à un nouvel aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV) qui prévoit, notamment, la construction de nombreux bâtiments permettant, au stade actuel de l'étude, l'installation d'entreprises avec environ 20 000 emplois et la construction de logements pour environ 6000 à 10 000 habitants. Cela devra être fait avec soin, mais cela ne relève pas de la responsabilité de la Ville de Genève. Ce sera son devoir de faire entendre sa voix car les précédents ne manquent pas dans ce canton: le Gros-Chêne, le Lignon, la cité satellite de Meyrin. Tous ces ensembles ont été imposés par le Département des travaux publics du Canton, sans concertation avec les communes. L'Union démocratique du centre partage ce souci de l'aménagement, mais cela n'a rien à faire devant la commission des finances. On ne fait pas de l'aménagement sous l'angle de la fiscalité. L'Union démocratique du centre refusera cette motion.

M. Pattaroni réfute énergiquement le fait de dire que la Ville de Genève a chassé l'entreprise Vacheron Constantin. Ce n'est pas le non de la majorité qui les a fait partir. C'est un mauvais argument. Par ailleurs, il tient à dire que pour le Parti démocrate-chrétien, il ne s'agit pas de modifier la loi, mais on peut trouver des formules pour atteindre un certain équilibre financier.

Vote

Le président met au vote la motion M-793 qui est refusée par 11 non (2 UDC, 2 L, 1 R, 2 S, 2 Ve, 2 AGT) contre 2 oui (DC).